

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 16/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société ONYX ARA

Papelissier,
810 chemin des Taillandiers
26 300 Chatuzange-Le-Goubet

Références : 20250612-RAP-DAEN0702

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement de la société ONYX ARA implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX ARA
- Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter, dans son centre de CHATUZANGE-LE-GOUBET :

- une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.
- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

L'exploitation de l'extension en hauteur du casier H s'est achevée le 3 septembre 2024, et l'exploitation du casier I a débuté le 4 septembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Suite donnée aux écarts relevés lors de l'inspection effectuée le 12 décembre 2024
- Modalités de contrôle et d'admission des déchets non dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite du centre n'a pas conduit à constater d'anomalie, la partie Nord du casier I est en cours d'exploitation et la couverture intermédiaire du casier H est en cours d'aménagement. L'exploitant précise que les travaux s'achèveront, sauf imprévu, en septembre prochain. Le dossier portant sur cette couverture pourrait donc à priori être présenté à l'inspection en octobre prochain.

La couverture finale du casier H sera mise en place avant septembre 2026.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle du caractère ultime des déchets accueillis dans le centre s'avère être une tâche complexe : Le respect des pourcentages limites en masse de telle ou telle catégorie de déchets valorisables n'est pas possible sur la base d'un simple examen visuel.

Ceci étant, l'exploitant doit faire preuve d'une vigilance permanente sur la qualité des déchets qu'il accueille, le dispositif de contrôle vidéo mis en place ne s'avère pas pleinement satisfaisant, de même que son formulaire FIPA (voir ci-dessous).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plans d'exploitation des casiers de stockage
<p>Prescription déjà contrôlée lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 :</p> <p>L'exploitant tient à jour, au moins annuellement, des plans à une échelle adaptée des zones d'extraction de matériaux et de stockage de déchets. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces plans font apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre du site autorisé et ses aménagements, ainsi que les abords dans un rayon de 50 mètres avec un repérage par rapport au cadastre, - la zone en cours d'extraction avec les bords de la fouille, - l'emplacement de la zone en cours d'exploitation, - les niveaux topographiques des terrains, - les zones réaménagées et en cours de réaménagement, - les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones sus-citées, - le schéma de collecte des eaux, les bassins et les installations de traitement correspondantes, - le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes, - une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un plan topographique du centre datant du 20 février 2025, sur lequel figurent les 2 décanteurs-séparateurs à hydrocarbures (SH) du centre qui n'y figuraient pas sur le plan contrôlé lors de l'inspection précédente : L'un est situé en amont du bassin recueillant les eaux de l'entrée du centre et des ponts-bascules, l'autre est situé en amont du bassin recueillant les eaux de la piste d'accès aux casiers H et I.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement des eaux
<p>Prescription déjà contrôlée lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 :</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une</p>

<p>société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, il avait été constaté l'absence de suivi du niveau de boues dans les 2 DSH (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures) du centre.</p> <p>L'exploitant signale qu'il a inséré, dans son fichier de suivi des contrôles périodiques, une traçabilité des contrôles trimestriels désormais réalisés sur le niveau de boues dans les 2 DSH ; il convient de procéder à leur nettoyage quand le volume de boues atteint les 2/3 de la hauteur utile de l'ouvrage. Le dernier contrôle réalisé par l'exploitant date du 25/03/2025, niveau satisfaisant.</p> <p>Le niveau de boues dans les DSH n'a pas été contrôlé durant l'inspection faute de temps. L'exploitant nous a communiqué le 23 mai 2025 un courriel précisant que le remplissage des 2 DSH dépasse le niveau limite (2/3 de la hauteur utile de l'ouvrage), et donc que la société SARP CENTRE EST viendra les nettoyer prochainement (le 11 juin 2025).</p> <p>L'exploitant signale que la matérialisation du repère aux 2/3 de la hauteur n'est pas pratique à mettre en œuvre, l'avis de l'intervenant de la société SARP CENTRE EST sera demandé sur ce sujet lors de son prochain passage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription déjà contrôlée lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, il avait été rappelé que, bien que l'exploitation de la Wagabox soit assurée par une entreprise extérieure, dans la mesure où elle se trouve à l'intérieur du centre autorisé, l'exploitant doit s'assurer de la réalisation des vérifications périodiques et du suivi des actions correctives à mettre en œuvre.</p> <p>Concernant les installations qu'il exploite directement, il est nécessaire d'assurer le suivi des actions correctives à mettre en œuvre suite aux vérifications périodiques.</p> <p>Pour ce qui concerne la Wagabox exploitée dans le centre par la société WAGA Energy, l'exploitant précise que le dossier rassemblant les documents de vérifications périodiques sont désormais partagés sous un Drive (gestion numérique Google) depuis le 25 février 2025.</p> <p>L'action sera progressive : En effet, l'intégration sous le Drive, des nouveaux documents de vérifications périodiques devrait pouvoir se faire sans difficultés. Par contre, des problèmes de compatibilité des systèmes informatiques en place (la société WAGA Energy n'utilise pas la gestion numérique Google), font que les documents antérieurs au 25 février 2025 ne sont pas accessibles directement à l'exploitant.</p> <p>Pour ce qui concerne les installations du centre gérées par l'exploitant, et donc contrôlées</p>

directement sous sa responsabilité, l'exploitant précise que les observations indiquées dans les rapports de vérification périodiques sont annotées et suivies directement sur le rapport et/ou sur le registre de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 7.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques

Prescription déjà contrôlée lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 :

Chaque local technique ou partie des installations recensées selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

[...]

Il organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

[...]

Constats :

Lors de sa visite précédente, l'inspection avait demandé le listing exhaustif des détecteurs présents sur le site avec leur fonctionnalité et les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps est à réaliser.

Concernant la Wagabox, il avait été rappelé que l'exploitant doit avoir à disposition les compte-rendus des vérifications, de maintenance et de test.

L'exploitant précise que le plan de zonage est affiché à proximité de la centrale COGELIX (photographies prises, qui le montrent). Le rapport de contrôle Securipro incendie du bâtiment COGELIX du 8 janvier 2025 identifie les équipements numérotés par zone, en lien avec le plan de zonage.

Concernant la Wagabox, une opération d'entretien après 8 000 h de fonctionnement sera réalisée du 14 au 16 avril 2025, sous la responsabilité de la société WAGA Energy, les documents relatifs aux actions menées et aux contrôles effectués à cette occasion seront mis à la disposition de l'exploitant via un Drive (voir point de contrôle n°3).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Prescription contrôlée :

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

À cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

- 1° La liste de leurs obligations de tri ;
- 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

- 1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,
- 2° Les papiers graphiques ;
- 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
- 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.
- 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

Dans son rapport annuel d'activité portant sur l'année 2024, l'exploitant précise que les refus de tri constituent 60,2 % des déchets accueillis dans l'ISDND, il s'agit essentiellement des déchets provenant des centres de tri exploités par la société ONYX à Valence et Donzère, et des refus de tri des centres de valorisation des ordures ménagères résiduelles collectées sur le territoire couvert par le SYTRAD, exploités par la société Valomysy, filiale de la société ONYX.

Pour l'année 2023, les refus de tri constituaient 49,4 % des déchets accueillis, ce qui montre une progression des déchets provenant des centres de tri, admis dans l'ISDND.

L'exploitant présente la liste des clients de l'ISDND. L'inspection choisit au hasard des clients dans cette liste et demande l'attestation sur l'honneur, signée par le client, imposée par la prescription contrôlée.

L'exploitant explique que les FIPA (fiche d'information préalable à l'admission des déchets, document VEOLIA) sont des documents intégrés dans un logiciel de gestion des déchets de

l'ISDND appelé AGAP. L'agent en poste à l'accueil des clients au pont-basculé bloque tout camion d'apport de déchets qui ne figurerait pas dans AGAP, et donc qui ne disposerait pas d'une FIPA.

La FIPA d'un centre de tri est examinée pour une catégorie spécifique de déchets (gravats) : Sa durée de validité s'étend à l'année 2025.

Elle comprend notamment : l'attestation du producteur ou détenteur du déchet, datée et signée par le responsable du centre de tri, la liste des transporteurs du déchet.

La FIPA est également validée par l'exploitant.

Il ne s'agit que de conditions générales, il n'y a pas de description des éléments de nature à démontrer le respect des contraintes liées à l'attestation : Liste des collectes séparées mises en place et des consignes de tri associées ?

La FIPA d'une communauté de communes est examinée pour des encombrants de déchèterie : Sa durée de validité s'étend à l'année 2025.

Elle comprend notamment : l'attestation du producteur ou détenteur du déchet, datée et signée par une personne de la communauté de communes, la liste des transporteurs du déchet.

La FIPA est également validée par l'exploitant.

Ce document ne semble pas adapté à des encombrants de déchèterie dans la mesure où il ne correspond pas au paragraphe II de l'article R. 541-48-4 du Code de l'environnement (voir prescription contrôlée) : Pas de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Attestation de tri d'une entreprise de travaux agricoles locale : Elle se présente sous un format spécifique, fait état d'une collecte séparative à la source des déchets, dans des contenants dédiés (respect des tris 5 flux et 7 flux). La FIPA associée à cette entreprise a été communiquée à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le document FIPA utilisé par l'exploitant ne répond plus totalement aux exigences réglementaires imposées, son actualisation s'avère nécessaire. En effet, ce document ne doit pas se résumer à faire signer au producteur ou détenteur du déchet quelques dispositions générales, sans avoir de précisions sur l'application concrète des mesures en place concourant au respect de ces dispositions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Prescription contrôlée :

I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2021 [...]

II. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est

<p>déchargé ;</p> <p>-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les périodes d'accueil des camions dans le centre sont, du lundi au vendredi inclus de 7 h à 17 h, et le samedi de 7 h à 12 h.</p> <p>La société DEF SURETE a été chargée de la mise en place du dispositif de contrôle vidéo dans le centre, elle assure encore sa maintenance. Ce dispositif se compose de 4 caméras, dont 2 en place au niveau de la zone de dépotage des déchets.</p> <p>L'inspection demande à voir des opérations de déchargement de déchets non dangereux à une date et heure prises au hasard : Le 28 janvier 2025 à partir de 7 h</p> <p>1/<u>Données du registre d'entrée</u> : Entrée à 7h03 et sortie à 7h18 d'un camion (transporteur précisé) avec plaque d'immatriculation précisée, 4,06 tonnes de déchets provenant d'une ville précisée « déchets résiduels après tri à la source », code déchets : 20 03 01 (déchets municipaux en mélange).</p> <p>2/<u>Sur vidéo</u> : Il fait nuit. La plaque d'immatriculation du camion n'est pas visible, et à leur déchargement, les déchets ne sont pas très visibles faute d'éclairage adapté. Par contre, quand l'engin les pousse dans le casier, ils sont davantage visibles grâce à ses phares.</p> <p>Par ailleurs, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est calculé par l'exploitant lui-même : Selon les fichiers communiqués, les résultats sont les suivants :</p> <p><u>Année 2024</u> : 393h86, soit entre 16 et 17 jours</p> <p><u>Année 2025</u> : du 1er janvier au 20 mai : 36h30</p> <p>Le quai de débarquement étant mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo doit être inférieur à vingt jours calendaires sur une année, et toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs :</p> <p>Pour l'année 2024, la limite de 20 jours est respectée, et le temps d'indisponibilité le plus long a été de 224 heures, en juillet, soit <u>plus de 9 jours</u>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo en place n'est pas satisfaisant puisqu'il ne permet pas, la nuit et peut-être aussi dans certaines conditions météorologiques, de lire les plaques d'immatriculation des camions apportant des déchets. De plus, les divers types de déchets déchargés sont parfois difficiles à bien distinguer, selon l'éclairage. Il convient de mettre en fonctionnement l'enregistrement de la vidéo suffisamment tôt pour que tous les camions accueillis dans le centre soient bien filmés, ce qui ne semblait pas être le cas le 28 janvier 2025. Par ailleurs, la durée d'indisponibilité de contrôle par vidéo a dépassé 5 jours consécutifs en juillet 2024, ce qui n'est pas acceptable.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Rappel des déchets interdits</u></p> <p>I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du Code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1^{er} janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1^{er} janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p> <p>3° A compter du 1^{er} janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;</p> <p>4° A compter du 1^{er} janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;</p> <p>5° A compter du 1^{er} janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ;</p> <p>III.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, pour les ordures ménagères résiduelles mentionnées à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales qui ne sont ni des encombrants ni des déchets collectés en déchetterie :</p> <p>1° A compter du 1^{er} janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ;</p> <p><u>Prescription contrôlée</u></p> <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>

Constats :

L'exploitant présente la procédure de contrôle des déchets entrants appliquée dans le centre, il s'agit d'un mode opératoire intitulé « Enregistrement et contrôle des déchets », version 2, référence MOP_S_CHTZ_101. La finalité de ce mode opératoire est rappelée en tête du document : « **Garantir l'admissibilité des apports/critères réglementaires – Interdire la réception des déchets non-conformes** ».

Ce mode opératoire n'appelle pas d'observation particulière, il précise notamment :

- la nécessité de disposer d'un formulaire d'information préalable, ou d'un certificat d'acceptation préalable (CAP) pour les déchets particuliers, avec un producteur identifié, et un protocole de sécurité établi pour tous les transporteurs.
- lors du dépotage des déchets, de réaliser un contrôle visuel par le conducteur d'engin sur place : Si une anomalie est constatée (présence d'un déchet dangereux, ou d'une quantité anormalement importante de déchets valorisables par exemple), le conducteur d'engin prend des photographies avec un « PDA », ce qui permet de les associer directement à la plaque d'immatriculation du camion. Le commercial chargé du suivi du client concerné est contacté, afin qu'il fasse remonter l'information jusqu'à lui pour actions correctives.

L'exploitant ajoute qu'à l'arrivée d'un camion sur le pont-bascule, une caméra placée au-dessus permet à l'agent du pont-bascule, quand les déchets sont visibles, de s'assurer qu'il n'y a pas erreur manifeste de destination (par exemple : les déchets ne sont pratiquement que des cartons...).

Le rapport annuel de caractérisation se réduit, pour certaines catégories de déchets, à une FIPA (voir point de contrôle n°5), qui comprend un volet intitulé « Identification du déchet », qui précise le type de déchet, son code et son apparence (aspect physique, couleur, odeur). La nécessité de respecter la réglementation en vigueur est rappelée, mais rien n'est écrit sur les pourcentages limites en masse fixés réglementairement pour certaines catégories de déchets valorisables (prescription examinée ci-dessus).

Pour certaines catégories de déchets, un CAP est nécessaire : L'exploitant présente le CAP d'une société portant sur une quantité prévisionnelle de plus de 100 tonnes de cendres de bois. Ce CAP est très similaire à une FIPA, mais il comprend en annexe un rapport d'analyse des cendres de bois, dont les résultats permettent à l'exploitant d'apprécier la possibilité d'accepter ce type de déchets dans le centre. Comme pour la FIPA, le CAP est valable un an, signé par le producteur/détenteur du déchet, et l'exploitant.

L'exploitant présente également un rapport de caractérisation portant sur les refus d'un centre de tri, qui précise justement être exonéré de l'obligation de réaliser le rapport de caractérisation prévu par l'article R.541-48-3 du Code de l'environnement, pour la raison suivante : les déchets sont des refus de tri issus d'une installation qui réalise un tri de déchets.

Enfin, l'exploitant précise qu'il n'a jusqu'à ce jour jamais fait procéder à une caractérisation des déchets d'un camion accueilli, sur la base d'un constat visuel laissant supposer que les déchets reçus ne respectent pas les prescriptions de l'article R. 541-48-3 sus-mentionné.

Mais il souligne qu'il reste très vigilant sur la qualité des déchets reçus, comme en témoigne son rapport annuel d'activité portant sur l'année 2024, qui fait état de 63 anomalies tracées, dont 12 concernent des bennes en provenance des déchèteries avec la présence de déchets valorisables (bois, cartons, déchets verts) ou interdits (bouteille de gaz, aérosols, batteries mobiles). Ces déchets ont été évacués du site.

Les 51 autres concernent des apports en provenance de clients industriels (présence de bois palettes, d'emballages cartons, de bouteilles plastiques, de fût vide en métal, de végétaux, de

<p>verre, d'appareils ménagers notamment des frigos, de ferraille, de placo).</p> <p>4 bennes ont été refusées à l'entrée du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 bennes ne contenant que des déchets valorisables (cartons et déchets verts) suite à une erreur d'exutoire. Elles ont été déviées vers des exutoires appropriés. - 1 benne remplie de goudron. <p>Un signalement est transmis au client et/ou collectivité concerné ainsi qu'aux commerciaux des agences VEOLIA. Tous les signalements sont enregistrés dans le registre déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme déjà vu pour le point de contrôle n°5, le document FIPA utilisé par l'exploitant ne répond plus pleinement aux exigences réglementaires imposées, son actualisation s'avère nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>